

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

20 octobre 2016

PLFSS 2017 - (N° 4072)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 255 (Rect)

présenté par

M. Gérard, M. Abad, M. Aubert, Mme Brenier, M. Daubresse, M. Decool, M. Dive, Mme Fort, M. Furst, M. Ledoux, Mme Louwagie, M. Lurton, M. Philippe Armand Martin, M. Morel-A-L'Huissier, Mme Poletti, Mme Schmid, M. Straumann, M. Viala, M. Vitel, Mme Zimmermann et M. Mariani

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 14, insérer l'article suivant:**

Au II de l'article 12 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, les mots : « engagés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 » sont remplacés par les mots : « en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou engagés à partir de cette date ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement étend la possibilité donnée aux URSSAF de moduler les redressements opérés en matière de protection sociale complémentaire, aux contrôles en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et dont les sommes dues n'ont pas un caractère définitif.

Il s'inscrit dans la continuité du rapport « Pour un nouveau mode de relations URSSAF / Entreprises » de Bernard Gérard et Marc Goua et de la LFSS pour 2016 qui a autorisé les URSSAF à moduler, sous certaines conditions explicitement définies, les redressements opérés en matière de protection sociale complémentaire pour les contrôles réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Toujours avec pour objectif de mieux proportionner la sanction à l'irrégularité constatée, l'extension de cette mesure aux contrôles en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2016 permet de faire entrer dans son champ d'application l'ensemble des accords collectifs conclus dans le cadre de la généralisation de la complémentaire santé en 2015.

Tel est donc l'objet de cet amendement.